

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Beaumont

Code géographique : 19105

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Chantal Lachance, atteste la véracité du rapport financier

de Beaumont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature _____

Date _____

2016-03-07

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Beaumont, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Beaumont au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Beaumont inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

LEMIEUX NOLET
Comptables professionnels agréés
S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis no A102002

DATE 2016-03-07

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 986 821	3 078 505			3 078 505	2 892 825
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 956	21 459			21 459	11 771
Quotes-parts	3						
Transferts	4	5 180	85 741			85 741	62 473
Services rendus	5	81 300	103 664			103 664	102 078
Imposition de droits	6	111 000	120 942			120 942	195 821
Amendes et pénalités	7	3 000	9 733			9 733	10 631
Intérêts	8	15 000	19 299			19 299	25 689
Autres revenus	9		50 527			50 527	8 036
	10	3 219 257	3 489 870			3 489 870	3 309 324
Investissement							
Taxes	11	36 888					
Quotes-parts	12						
Transferts	13	17 040					
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	53 928					
	18	3 273 185	3 489 870			3 489 870	3 309 324
Charges							
Administration générale	19	643 182	600 749	9 970		610 719	603 756
Sécurité publique	20	482 618	435 307	55 826		491 133	463 266
Transport	21	583 338	560 532	78 397		638 929	574 224
Hygiène du milieu	22	472 903	403 805	228 734		632 539	637 580
Santé et bien-être	23	2 600	2 920			2 920	1 710
Aménagement, urbanisme et développement	24	216 345	169 106			169 106	258 682
Loisirs et culture	25	483 175	384 686	58 328		443 014	462 552
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	167 704	153 403			153 403	163 675
Amortissement des immobilisations	28	503 788	431 255	(431 255)			
	29	3 555 653	3 141 763			3 141 763	3 165 445
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(282 468)	348 107			348 107	143 879

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(282 468)	348 107	143 879
Moins: revenus d'investissement	2 (	53 928) () ()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(336 396)	348 107	143 879
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	503 788	431 255	433 823
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	503 788	431 255	433 823
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	344 805 ) (	351 939 ) (	293 545)
	18	(344 805)	(351 939)	(293 545)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	178 130 ) (	115 578 ) (	226 257)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	245 000	79 609	431 103
Excédent de fonctionnement affecté	21	85 700	253 796	106 667
Réserves financières et fonds réservés	22	24 843	(40 641)	(29 281)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	177 413	177 186	282 232
	26	336 396	256 502	422 510
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		604 609	566 389

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	53 928		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	3 182 230 ) (	8 250) ()
Sécurité publique	3 (	)	22 634) ()
Transport	4 (	)	46 518 ) (	105 003)
Hygiène du milieu	5 (	)	585 297 ) (	761 481)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)	4 450)
Loisirs et culture	8 (	)	156 445 ) (	30 687)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	3 182 230 ) (	819 144 ) (	901 621)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			89 484
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	178 130	115 578	226 257
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		90 365	
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		90 000	
	18	178 130	295 943	226 257
	19	(3 004 100)	(523 201)	(585 880)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 950 172)	(523 201)	(585 880)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	761 850	691 606	753 914
Charges sociales	2	148 091	129 909	136 371
Biens et services	3	1 218 935	978 819	967 497
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	167 704	90 268	123 922
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		63 135	39 753
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	755 285	756 771	710 165
Autres	10			
Autres organismes	11			
Amortissement des immobilisations	12	503 788	431 255	433 823
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	3 555 653	3 141 763	3 165 445

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	3 023 709	3 078 505	2 892 825
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 956	21 459	11 771
Quotes-parts	3			
Transferts	4	22 220	85 741	62 473
Services rendus	5	81 300	103 664	102 078
Imposition de droits	6	111 000	120 942	195 821
Amendes et pénalités	7	3 000	9 733	10 631
Intérêts	8	15 000	19 299	25 689
Autres revenus	9		50 527	8 036
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	3 273 185	3 489 870	3 309 324
Charges				
Administration générale	12	649 554	610 719	603 756
Sécurité publique	13	537 817	491 133	463 266
Transport	14	670 311	638 929	574 224
Hygiène du milieu	15	758 493	632 539	637 580
Santé et bien-être	16	2 600	2 920	1 710
Aménagement, urbanisme et développement	17	216 345	169 106	258 682
Loisirs et culture	18	552 829	443 014	462 552
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	167 704	153 403	163 675
	21	3 555 653	3 141 763	3 165 445
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(282 468)	348 107	143 879
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		13 609 350	13 465 188
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			283
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		13 609 350	13 465 471
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		13 957 457	13 609 350

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(282 468)	348 107	143 879
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	3 182 230 ) (	819 144 ) (	901 621)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	503 788	431 255	433 823
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(2 678 442)	(387 889)	(467 798)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			608
Variation des autres actifs non financiers	10		(1 226)	(47 654)
	11		(1 226)	(47 046)
	12	(2 960 910)	(41 008)	(370 965)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(2 960 910)	(41 008)	(370 965)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(3 491 874)	(3 121 192)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			283
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(3 491 874)	(3 120 909)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(3 532 882)	(3 491 874)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	70 069	207 833
Placements temporaires	2	665 929	426 874
Débiteurs (note 5)	3	2 003 918	2 249 635
Prêts (note 6)	4	11 189	11 189
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	2 751 105	2 895 531
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	326 363	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	375 437	249 682
Revenus reportés (note 12)	13	28 159	39 971
Dette à long terme (note 13)	14	5 554 028	6 097 752
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	6 283 987	6 387 405
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(3 532 882)	(3 491 874)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	17 421 318	17 033 429
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	15 646	15 646
Autres actifs non financiers (note 17)	21	53 375	52 149
	22	17 490 339	17 101 224
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	13 957 457	13 609 350

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	348 107	143 879
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	431 255	433 823
Autres			
-	3		
- Dedressement	4		283
	5	779 362	577 985
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	245 717	393 662
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	125 755	100 918
Revenus reportés	9	(11 812)	11 732
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		608
Autres actifs non financiers	13	(1 226)	(47 654)
	14	1 137 796	1 037 251
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(819 144)	(901 621)
Produit de cession	16		
	17	(819 144)	(901 621)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	(239 055)	294 743
	23	(239 055)	294 743
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		89 484
Remboursement de la dette à long terme	25	(562 589)	(561 699)
Variation nette des emprunts temporaires	26	326 363	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	18 865	18 865
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(217 361)	(453 350)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(137 764)	(22 977)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	207 833	230 810
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	70 069	207 833

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est une personne morale de droit public régie par le Code municipal du Québec (L.R.C. C.C.27-1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La principale estimation concerne la durée d'utilité des immobilisations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de la trésorerie les soldes bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

C) Actifs financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette et sont établis selon la méthode de l'épuisement successif.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement : 10 ans

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes;
 - Financement à long terme des activités de fonctionnement:
 - pour la dette à long en question: au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Dette à long terme:

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

Le chapitre SP 3260 - Passif au titre des sites contaminés est entré en vigueur en 2015. Cette nouvelle norme n'a eu aucun effet sur les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		146 930
Placements temporaires	2	270 974	
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	161 428	128 578
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 770 853	2 016 293
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	23 289	61 557
Organismes municipaux	8	18 683	
Autres			
- Divers	9	29 665	43 207
-	10		
	11	2 003 918	2 249 635
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 725 565	1 936 215
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 725 565	1 936 215
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	11 189	11 189
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	11 189	11 189
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	23 210	26 494
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33	_____ 23 210	_____ 26 494
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	240 702	135 724
Salaires et avantages sociaux	38	26 060	45 405
Dépôts et retenues de garantie	39	88 148	42 231
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Gouvernement du Québec	43		4 293
- Intérêts sur dette long terme	44	20 527	22 029
-	45		
-	46		
-	47		
	48	_____ 375 437	_____ 249 682
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49	5 383	20 554
Transferts	50		
Autres			
- Carrières et sablières	51	22 776	19 417
-	52		
	53	_____ 28 159	_____ 39 971
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,65	4,41	2016	2020	54	5 588 484	6 149 704
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3,82	3,82	2020	2020	58	7 679	9 048
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	5 596 163	6 158 752
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(42 135)	(61 000)
					64	5 554 028	6 097 752

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2015</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2016	65	73	442 600	81	90	1 422 98	444 022
2017	66	74	440 100	82	91	1 477 99	441 577
2018	67	75	452 600	83	92	1 533 100	454 133
2019	68	76	447 000	84	93	1 592 101	448 592
2020	69	77	440 100	85	94	1 639 102	441 739
2021 et +	70	78	3 366 100	86	95	103	3 366 100
	71	79	5 588 500	87	96	7 663 104	5 596 163
Intérêts et frais accessoires				88	()	105	()
	72	80	5 588 500	89	97	7 663 106	5 596 163

Note

		2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(3 532 882)	(3 491 874)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	(3 532 882)	(3 491 874)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	11 209 928	139		166		193	11 209 928
Eaux usées	112	1 660 667	140		167		194	1 660 667
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	4 278 832	141	46 518	168		195	4 325 350
Autres	114	1 899 118	142	24 362	169		196	1 923 480
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	2 124 068	144		171		198	2 124 068
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	895 629	146		173		200	895 629
Ameublement et équipement de bureau	119	194 022	147	19 072	174		201	213 094
Machinerie, outillage et équipement divers	120	665 710	148	53 692	175		202	719 402
Terrains	121	164 817	149	104 987	176		203	269 804
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>23 092 791</u>	151	<u>248 631</u>	178		205	<u>23 341 422</u>
Immobilisations en cours	124	<u>788 987</u>	152	<u>570 513</u>	179		206	<u>1 359 500</u>
	125	<u>23 881 778</u>	153	<u>819 144</u>	180		207	<u>24 700 922</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	2 888 281	154	148 861	181		208	3 037 142
Eaux usées	127	978 803	155	71 746	182		209	1 050 549
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	927 277	156	54 112	183		210	981 389
Autres	129	339 820	157	13 047	184		211	352 867
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	730 971	159	55 756	186		213	786 727
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	444 990	161	35 142	188		215	480 132
Ameublement et équipement de bureau	134	165 474	162	5 207	189		216	170 681
Machinerie, outillage et équipement divers	135	372 733	163	47 384	190		217	420 117
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>6 848 349</u>	165	<u>431 255</u>	192		219	<u>7 279 604</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>17 033 429</u>					220	<u>17 421 318</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	53 375	52 149
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	53 375	52 149

Note**18. Obligations contractuelles**

a) En vertu d'une convention avec la Société d'habitation du Québec, celle-ci s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 90 % aux déficits d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Beaumont qu'elle reconnaît, la Municipalité assumant la différence.

b) Les versements relatifs à un contrat de déneigement échéant le 15 mai 2017 totalisent 367 379 \$ et se répartissent comme suit: 2016 - 213 997 \$ et 2017 - 153 382 \$.

c) Les versements relatifs à l'entretien du réseau d'éclairage et à la location d'équipements échéant de décembre 2016 à décembre 2020 totalisent 29 379\$ et se répartissent comme suit: 2016 - 17 725 \$; 2017 - 8 419 \$; 2018 - 1 359 \$; 2019 - 938 \$ et 2020 - 938 \$.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S.O.

		2015		2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	241	70 069		207 833
Découvert bancaire	242	()	()	
Placements temporaires	243	665 929		426 874
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
- Placements temporaires	248	(665 929)	(426 874)	
-	249	()	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
-	253	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	254	70 069		207 833

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	292
-----------------------------------------	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 679 075	846 246
Excédent de fonctionnement affecté	2 433 824	260 814
Réserves financières et fonds réservés	3 465 480	339 839
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (40 388 ) (	59 253)
Financement des investissements en cours	5 (1 198 566)	(675 365)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 13 618 032	12 897 069
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	13 957 457	13 609 350
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 679 075	846 246
Organismes contrôlés	10	11
	679 075	846 246
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Affecté au budget 2016	12 313 087	
- Engagements 2016	13 81 730	
- Engagements 2015	14 39 007	245 000
- Engagements 2014	15	11 690
- Engagements 2013	16	4 124
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 433 824	260 814
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 433 824	260 814
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Vidanges de bassins	27 47 803	47 520
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 47 803	47 520
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 220 781	98 834
Fonds parcs et terrains de jeux	34 3 008	1 194
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 152 191	133 038
Financement des activités de fonctionnement	38 41 697	59 253
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 417 677	292 319
	46 465 480	339 839

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	() ()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	50 () ()	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	() ()
Autres	52 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	53 () ()	() ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	() ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	() ()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	() ()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	() ()
Autres	59 () ()	() ()
-	60 () ()	() ()
-	61 () ()	() ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	() ()
Autre financement	63 (40 388) ()	(59 253)
	64 (40 388) ()	(59 253)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	() ()
Investissements à financer	66 (1 198 566) ()	(675 365)
	67 (1 198 566)	(675 365)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 17 421 318	17 033 429
Propriétés destinées à la revente	69	() ()
Prêts	70 11 189	11 189
Placements à titre d'investissement	71	() ()
Participations dans des entreprises municipales	72	() ()
	73 17 432 507	17 044 618
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 5 554 028	6 097 752
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 42 135	61 000
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (1 725 565) ()	(1 936 215)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	() ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (40 388) ()	(59 253)
	79 3 830 210	4 163 284
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 (15 735)	(15 735)
	81 3 814 475	4 147 549
	82 13 618 032	12 897 069

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	21 _____	_____
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (_____)	(_____)
	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>23 210</u>	<u>26 494</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	5 596 163
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 198 566
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 725 565
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	5 069 164
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	5 069 164
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	1 134 616
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	6 203 780
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	6 203 780
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	351 939

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 015 531	2 047 933	1 926 617
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	278 028	321 054	322 621
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4	36 888		
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	213 021	105 930	74 729
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			13 661
	9	2 543 468	2 474 917	2 337 628
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	100 795	94 241	73 374
Égout	11	115 007	111 667	93 374
Traitement des eaux usées	12	60 300	111 785	106 146
Matières résiduelles	13	193 939	202 354	198 793
Autres				
-Installation septiques	14		61 560	60 795
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 200	10 325	11 297
Service de la dette	18		11 656	11 418
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	480 241	603 588	555 197
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	480 241	603 588	555 197
	26	3 023 709	3 078 505	2 892 825

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27	164	1 011
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28 758		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 758	164	1 011
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32 2 674	3 391	1 986
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 13 368	17 774	8 632
	35 16 042	21 165	10 618
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 16 800	21 329	11 629
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 156	130	142
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44 156	130	142
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 16 956	21 459	11 771

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	12 000	12 000
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	7 699	8 518
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69	55 436	31 235
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	4 955	10 521
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	85	839
Réseau d'électricité	89		
	90	4 955	85 741
		85 741	62 473

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	1 117	
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108	8 590	
Réseaux d'égout	109	4 357	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	2 976	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		
	17 040		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137	225	
	138	225	
TOTAL DES TRANSFERTS	139	22 220	85 741
			62 473

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	2 300	4 744
Sécurité civile	146		4 915
Autres	147		
	148	2 300	4 744
4 915			
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		581
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		581
Réseau d'électricité			
	180		
	181	2 300	4 744
			5 496

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182		886	44
Sécurité publique	183	2 000	5 390	419
Transport				
Réseau routier	184		3 539	2 854
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	1 000		
Hygiène du milieu	190	7 000	8 671	11 133
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	69 000	80 434	82 132
Réseau d'électricité	194			
	195	79 000	98 920	96 582
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	81 300	103 664	102 078
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	11 000	15 060	13 821
Droits de mutation immobilière	198	100 000	105 882	182 000
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	111 000	120 942	195 821
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	3 000	9 733	10 631
INTÉRÊTS	203	15 000	19 299	25 689
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		1 800	1 200
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		45 269	
Autres contributions	210			
Autres	211		3 458	6 836
	212		50 527	8 036

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	50 958	42 327		42 327	43 981
Application de la loi	2	28 400	32 730		32 730	44 959
Gestion financière et administrative	3	475 432	450 069	9 970	460 039	457 918
Greffe	4					
Évaluation	5	88 392	58 392		58 392	56 713
Gestion du personnel	6					
Autres	7		17 231		17 231	185
	8	643 182	600 749	9 970	610 719	603 756
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	309 065	309 190		309 190	279 334
Sécurité incendie	10	168 153	120 481	55 826	176 307	179 332
Sécurité civile	11					
Autres	12	5 400	5 636		5 636	4 600
	13	482 618	435 307	55 826	491 133	463 266
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	299 727	300 970	78 397	379 367	308 593
Enlèvement de la neige	15	225 104	217 764		217 764	212 480
Éclairage des rues	16	33 900	22 048		22 048	30 998
Circulation et stationnement	17	8 800	4 798		4 798	7 607
Transport collectif						
Transport en commun	18	15 807	14 952		14 952	14 546
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	583 338	560 532	78 397	638 929	574 224

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23			2 973	2 973	14 654
Réseau de distribution de l'eau potable	24	95 900	73 058	176 310	249 368	223 641
Traitement des eaux usées	25	50 458	33 535	47 514	81 049	102 397
Réseaux d'égout	26	122 770	33 713		33 713	49 986
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	191 081	184 880	1 937	186 817	175 785
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	10 694	15 889		15 889	10 097
Protection de l'environnement	38	2 000				
Autres	39		62 730		62 730	61 020
	40	472 903	403 805	228 734	632 539	637 580
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	2 600	2 920		2 920	1 710
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	2 600	2 920		2 920	1 710
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	132 928	98 784		98 784	151 936
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	41 742	36 160		36 160	27 137
Tourisme	49	12 200	32 184		32 184	27 367
Autres	50					50 000
Autres	51	29 475	1 978		1 978	2 242
	52	216 345	169 106		169 106	258 682

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	147 492	149 275	53 505	202 780	196 955
Patinoires intérieures et extérieures	54	15 163	11 264		11 264	6 504
Piscines, plages et ports de plaisance	55	37 737	20 134		20 134	18 991
Parcs et terrains de jeux	56	136 404	100 153		100 153	121 433
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	17 153	2 801		2 801	2 926
	60	353 949	283 627	53 505	337 132	346 809
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	37 273				
Bibliothèques	62	81 492	71 024	4 823	75 847	80 074
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64		19 574		19 574	24 754
Autres	65	10 461	10 461		10 461	10 915
	66	129 226	101 059	4 823	105 882	115 743
	67	483 175	384 686	58 328	443 014	462 552
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	157 704	134 538		134 538	144 810
Autres frais	70	10 000	18 865		18 865	18 865
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	167 704	153 403		153 403	163 675
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	503 788	431 255	(431 255)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Beaumont (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

LEMIEUX NOLET
Comptables professionnels agréés
S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis no A102002

DATE 2016-03-07

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		<u>3 078 505</u>
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<u> </u>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>	10 <u> </u>
Revenus de taxes	11		<u><u>3 078 505</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	3 078 505
------------------	---	-----------

Ajouter

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
--------------------------------------------------------------------------------	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
------------------------------------------------------------------------------	---	--

Total partiel	4	3 078 505
----------------------	----------	------------------

Déduire

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
------------------------------------------------------------------------------	--	--

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
----------------------------------------------------------------------------------	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---	--

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	10 325
-----------------------------------------------------------	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10 325
----------------------------------------------------------	---	--------

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	3 068 180
-------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>346 001 100</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>346 778 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>346 389 600</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>3 068 180</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>346 389 600</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 , 8 | 8 | 5 | 8 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	48 000	570 514	761 480
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 275 000	46 518	102 025
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	748 400	24 362	30 687
Autres infrastructures	11			4 450
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	105 000		
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 830		
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18		24 912	
Machinerie, outillage et équipement divers	19		47 850	2 979
Terrains	20		104 988	
Autres	21			
	22	3 182 230	819 144	901 621

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		570 514	
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		70 880	102 025
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			761 480
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			35 137
Autres immobilisations	33		177 750	2 979
	34		819 144	901 621

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	6 149 704		561 220	5 588 484
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	9 048		1 369	7 679
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	6 158 752		562 589	5 596 163
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	2 297 751		257 279	2 040 472
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	1 924 786		94 660	1 830 126
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	4 222 537		351 939	3 870 598
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 936 215		210 650	1 725 565
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	1 936 215		210 650	1 725 565
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	1 936 215		210 650	1 725 565
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	1 936 215		210 650	1 725 565
	26	6 158 752		562 589	5 596 163
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	6 158 752		562 589	5 596 163

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1	67 110		
Évaluation	2	58 392	58 392	56 713
Autres	3		67 111	63 961
Sécurité publique				
Police	4	298 865	298 865	268 037
Sécurité incendie	5	15 410	15 410	14 218
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	12 207	12 207	11 217
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	61 245	62 730	61 020
Matières résiduelles	12	139 404	139 404	144 713
Cours d'eau	13	10 694	10 694	10 097
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	35 327	35 327	31 640
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	35 517	35 517	27 137
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	10 653	10 653	10 498
Activités culturelles	23	10 461	10 461	10 914
Réseau d'électricité	24			
	25	755 285	756 771	710 165

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	131 843	27 501	159 344
Professionnels	2					
Cols blancs	3	4,20	35,00	214 463	47 647	262 110
Cols bleus	4	6,30	40,00	267 144	48 651	315 795
Policiers	5					
Pompiers	6	16,00	3,00	44 465	4 680	49 145
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	28,50		657 915	128 479	786 394
Élus	9	7,00		33 691	1 430	35 121
	10	35,50		691 606	129 909	821 515

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	7 699				7 699
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14	55 436				55 436
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	22 606				22 606
	17	85 741				85 741

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	32 730	27		53	32 730	79		105	32 730	131
Évaluation	2	58 392	28		54	58 392	80		106	58 392	132
Autres	3	509 627	29	9 970	55	519 597	81	886	107	518 711	133
	4	600 749	30	9 970	56	610 719	82	886	108	609 833	134
Sécurité publique											
Police	5	309 190	31		57	309 190	83	5 390	109	303 800	135
Sécurité incendie	6	120 481	32	55 826	58	176 307	84	4 744	110	171 563	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8	5 636	34		60	5 636	86		112	5 636	138
	9	435 307	35	55 826	61	491 133	87	10 134	113	480 999	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	300 970	36	78 397	62	379 367	88	3 539	114	375 828	140
Enlèvement de la neige	11	217 764	37		63	217 764	89		115	217 764	141
Autres	12	26 846	38		64	26 846	90		116	26 846	142
Transport collectif	13	14 952	39		65	14 952	91		117	14 952	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	560 532	41	78 397	67	638 929	93	3 539	119	635 390	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42	2 973	68	2 973	94	4 140	120	(1 167)	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	73 058	43	176 310	69	249 368	95	775	121	248 593	147
Traitement des eaux usées	18	33 535	44	47 514	70	81 049	96		122	81 049	148
Réseaux d'égout	19	33 713	45		71	33 713	97	1 480	123	32 233	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	184 880	46	1 937	72	186 817	98	1 382	124	185 435	150
Matières recyclables	21		47		73		99	894	125	(894)	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	15 889	49		75	15 889	101		127	15 889	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25	62 730	51		77	62 730	103		129	62 730	155
	26	403 805	52	228 734	78	632 539	104	8 671	130	623 868	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	2 920	172	187	2 920	202	217	2 920	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	2 920	175	190	2 920	205	220	2 920	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	98 784	176	191	98 784	206	221	98 784	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	68 344	178	193	68 344	208	223	68 344	238		
Autres	164	1 978	179	194	1 978	209	224	1 978	239		
	165	169 106	180	195	169 106	210	225	169 106	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	283 627	181	53 505	337 132	211	79 613	257 519	241		
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	71 024	182	4 823	75 847	212	821	75 026	242		
Autres	168	30 035	183	198	30 035	213	228	30 035	243		
	169	384 686	184	58 328	443 014	214	80 434	362 580	244		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	2 557 105	186	431 255	2 988 360	216	103 664	2 884 696	246	153 403	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	819 144	901 621
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	819 144	901 621

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	846 246	967 650
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	846 246	967 650
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	604 609	566 389
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(79 609)	(431 103)
Activités d'investissement	6	(90 365)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(426 806)	(256 690)
Réserves financières et fonds réservés	8	(175 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(167 171)	(121 404)
Solde à la fin de l'exercice	12	679 075	846 246
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	260 814	110 791
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	260 814	110 791
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(253 796)	(106 667)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	426 806	256 690
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	173 010	150 023
Solde à la fin de l'exercice	22	433 824	260 814
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	339 839	310 558
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	339 839	310 558
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	40 641	29 281
Activités d'investissement	27	(90 000)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	175 000	
Financement des investissements en cours	29		
	30	125 641	29 281
Solde à la fin de l'exercice	31	465 480	339 839

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (59 253)	(88 553)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (59 253)	(88 553)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50 18 865	29 300
	51 18 865	29 300
Solde à la fin de l'exercice	52 (40 388)	(59 253)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (675 365)	(89 485)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (675 365)	(89 485)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 (523 201)	(585 880)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60 (523 201)	(585 880)
Solde à la fin de l'exercice	61 (1 198 566)	(675 365)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 12 897 069	12 254 227
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 12 897 069	12 254 227
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 720 963	642 842
Solde à la fin de l'exercice	68 13 618 032	12 897 069

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>225 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	175 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>400 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u><u>400 000</u></u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 133 038	2	3	4 26 931	5 (7 778)	6	7 152 191
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 133 038	16	17	18 26 931	19 (7 778)	20	21 152 191

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 5 | 9 | 0 | 1 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

	Par unité de logement
Eau	1 1 3 9 , 7 9 \$
Égout	2 1 8 2 , 4 9 \$
Eau et égout	3 3 2 2 , 2 8 \$
Traitement des eaux usées	4 9 0 , 0 0 \$
Matières résiduelles	5 1 4 5 , 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Dette assainissement	,0935	1	
Dette recherche en eau	,0278	1	
Dette puits	,0278	1	
Dette A/E Charles-Couillard	,0026	1	
Dette A Charles-Couillard	,1542	1	
Dette E Charles-Couillard	,1378	1	
Dette station de pompage	,0435	1	
Dette Aqueduc / Égout Anse Sud	,1943	3	
Dette Aqueduc / Égout Oseille	,2460	3	
Dette Égout Domaine	232,6200	7	Nombre de propriété
Dette Aqueduc Franclieu	171,8800	7	Nombre de propriété

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	80 379 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	620	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 48, chemin du Domaine
(no) (rue)
Beaumont G0R 1C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 833-3369
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 833-4788
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@beaumont.qc.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Chantal Lachance

Téléphone (418) 833-3369
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 833-4788
(ind. rég.) (numéro)

Courriel clachance@beaumont.qc.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Lemieux Nolet, S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 1610 boulevard Alphonse-Desjardins #400
(no) (rue)
Lévis G6V 0H1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 833-2114
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 833-9983
(ind. rég.) (numéro)

Courriel raymond.godbout@ln.ca

Responsable du dossier Raymond Godbout, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Chantal Lachance , atteste que le rapport financier de Beaumont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-03-07 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Beaumont .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Beaumont consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Beaumont détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 348 107 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,8858 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-03-05 16:46:32

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Beaumont

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	3 219 257	3 489 870	3 309 324
Investissement	2	53 928		
	3	3 273 185	3 489 870	3 309 324
Charges	4	3 555 653	3 141 763	3 165 445
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(282 468)	348 107	143 879
Moins : revenus d'investissement	6	(53 928)	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(336 396)	348 107	143 879
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	503 788	431 255	433 823
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	(344 805)	(351 939)	(293 545)
Affectations				
Activités d'investissement	11	(178 130)	(115 578)	(226 257)
Excédent (déficit) accumulé	12	355 543	292 764	508 489
Autres éléments de conciliation	13			
	14	336 396	256 502	422 510
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		604 609	566 389

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	2 003 918	2 249 635
Autres	2	747 187	645 896
	3	2 751 105	2 895 531
Passifs			
Dette à long terme	4	5 554 028	6 097 752
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	729 959	289 653
	7	6 283 987	6 387 405
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(3 532 882)	(3 491 874)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	17 421 318	17 033 429
Autres	10	69 021	67 795
	11	17 490 339	17 101 224
Excédent (déficit) accumulé	12	13 957 457	13 609 350

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	679 075	846 246
Excédent de fonctionnement affecté			
- Affecté au budget 2016	14	313 087	
- Engagements 2016	15	81 730	
- Engagements 2015	16	39 007	245 000
- Engagements 2014	17		11 690
- Engagements 2013	18		4 124
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	433 824	260 814
Réserves financières	24	47 803	47 520
Fonds réservés	25	417 677	292 319
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	40 388 ) (	59 253)
Financement des investissements en cours	27	(1 198 566)	(675 365)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	13 618 032	12 897 069
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	13 957 457	13 609 350

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	2 986 821	3 078 505	2 892 825
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 956	21 459	11 771
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 180	85 741	62 473
Services rendus	5	81 300	103 664	102 078
Autres	6	129 000	200 501	240 177
	7	3 219 257	3 489 870	3 309 324
Investissement				
Taxes	8	36 888		
Quotes-parts	9			
Transferts	10	17 040		
Autres	11			
	12	53 928		
	13	3 273 185	3 489 870	3 309 324

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale						
Évaluation	1	88 392	58 392		58 392	56 713
Autres	2	554 790	542 357	9 970	552 327	547 043
Sécurité publique						
Police	3	309 065	309 190		309 190	279 334
Sécurité incendie	4	168 153	120 481	55 826	176 307	179 332
Autres	5	5 400	5 636		5 636	4 600
Transport						
Réseau routier	6	567 531	545 580	78 397	623 977	559 678
Transport collectif	7	15 807	14 952		14 952	14 546
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	269 128	140 306	226 797	367 103	390 678
Matières résiduelles	10	191 081	184 880	1 937	186 817	175 785
Autres	11	12 694	78 619		78 619	71 117
Santé et bien-être	12	2 600	2 920		2 920	1 710
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	132 928	98 784		98 784	151 936
Promotion et développement économique	14	53 942	68 344		68 344	104 504
Autres	15	29 475	1 978		1 978	2 242
Loisirs et culture	16	483 175	384 686	58 328	443 014	462 552
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	167 704	153 403		153 403	163 675
Amortissement des immobilisations	19	503 788	431 255	(431 255)		
	20	3 555 653	3 141 763		3 141 763	3 165 445

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3